

LA VÉRITÉ

Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940) PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section française de la IV^e Internationale)



Bulletin intérieur Prix : 5 francs

QUAND ILS ÉTAIENT TROTSKYSTES.

« Si l'occupation de la France par l'Allemagne suffit à fournir la preuve que le « nouvel ordre européen » de M. Hitler signifierait pour la France un scandaleux asservissement, il n'est pas moins certain que le mouvement des DE GAULLE et DE LARMINAT, foncièrement réactionnaire et antidémocratique, ne vise à rien d'autre, lui aussi, qu'à priver notre pays de toute liberté, au cas d'une victoire anglaise. Des deux côtés, on nous offre donc la servitude, la soumission de notre pays à la dictature du capital, mais il y a une autre solution aux maux qui nous accablent : c'est la solution dont la Commune de Paris donna l'éblouissant signal en 1871. »

(Écrit en 1941 par Maurice Thorez et Jacques Duclos, dans « La Bretagne », organe des Régions Bretonnes du P.C.F. — Nouvelle Série — N° 3)

Etats-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe !

Après les élections municipales :

GOVERNEMENT SOCIALISTE, COMMUNISTE, C. G. T.

Elections confuses, dit le « Monde », porte-parole des 200 familles. Vote à gauche, certes, dit le « Figaro », mais autour du général de Gaulle. Toujours à gauche, jamais au delà... préche la manchette de la radicale « Aurore ».

Çais ne veut plus de la dictature personnelle de l'agent des trusts de Gaulle. Celui-ci n'a pas d'autre base que les illusions qui persistent dans certaines couches de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes et en fait les dupes du « résistants » Mouvement Républicain Populaire, parti gouvernemental de la réaction cléricalle.

La victoire des partis ouvriers sur ces courants réactionnaires s'affirmera encore avec plus de netteté si communistes français et socialistes renoncent aux combinaisons malodorantes avec le M.R.P. ou les « résistants » bourgeois et constituent des LISTES OUVRIÈRES UNIQUES pour le 2^e tour.

Camouflage électoral ou camouflage tout court ?

Le Parti Communiste Français s'était présenté aux électeurs sous l'habit d'Arlequin des listes d'Union Républicaine et Antifasciste. Mais au bal tout le monde est arrivé costumé en Arlequin.

MILLIONS DE TRAVAILLEURS, DE PETITS RENTIERS, DE COMMERÇANTS ET DE PAYSANS ONT VOTÉ. Le camouflage électoral du P.C.F. avait fait long feu. Il n'en reste pas moins significatif de la peur que les chefs stalinien éprouvent de s'entendre dire par les électeurs : « Mais qu'attendez-vous ? Rompez la coalition avec les agents de la bourgeoisie. Prenez le pouvoir et tout le pouvoir. » Cette peur des responsabilités pousse l'« Humanité » à présenter les résultats comme une victoire « de la République » alors que précisément les masses populaires ont voté les radicaux, représentants chevromnés de la République bourgeoise.

Rompez la coalition !

Oui, l'immense masse des travailleurs et des classes moyennes s'est prononcée clairement pour une politique prolétarienne et non pour l'union avec la bourgeoisie, c'est-à-dire la soumission ! Des partis socialiste et communiste français elle attend non des phrases sur l'union, mais des solutions à ses maux. Si elle s'est prononcée pour le P.C.F., ce n'est pas parce qu'il tend la main aux curés (sinon ses voix seraient allées aux curés du M.R.P.), mais parce que ce parti garde encore pour elle le prestige qui s'attache à Lénine et à octobre 1917, parce qu'elle croit voir en lui le parti révolutionnaire qui fera en France ce que fit le parti de Lénine et Trotsky en Russie.

Les militants de base du P.C.F., comprenant le danger, ont réagi et l'on vit fleurir sur les panneaux l'affiche rouge qui révélait le secret de Polichinelle : les listes d'Union, etc., étaient en réalité celles du P.C.F. C'EST DONC BIEN POUR LES COMMUNISTES QUE DES

Pas un nouveau Front Populaire... Prenez tout le pouvoir

C'est la seule conclusion possible à ces élections. Le gouvernement provisoire, à défaut de légalité, ne peut plus même invoquer en sa faveur l'adhésion des masses. Les élections et les grandioses manifestations du 1^{er} mai, dont notre parti fut longtemps seul à lancer le mot d'ordre, ont rendu confiance aux masses populaires, ont décapité leur volonté de combat, car elles ont pu prendre conscience de leurs forces. De son côté, la bourgeoisie prend peur et prépare sa contre-offensive. La première consultation électorale a balayé les toiles d'araignée de l'union entre les Français. Les chefs stalinistes et réformistes pourront verser une larme sur ce beau rêve envolé, mais ils devront répondre au mandat impératif du peuple de France et constituer le seul gouvernement viable, formé des représentants des partis socialiste, communiste et de la C.G.T., à l'exclusion de tout politicien ou « technicien » bourgeois.

ces partis sont assurés de l'appui enthousiaste des masses populaires et du soutien de notre parti.

Le premier acte d'une telle politique doit être de rompre avec les agents des trusts et d'exiger la démission des douze ministres capitalistes. Rien ne justifie ni une nouvelle dérobade devant les responsabilités du pouvoir. Ce n'est certainement pas en collaboration avec les agents des trusts Farodi, de Gaulle, Teigen, de Menthon, Pieven, René Mayer, etc., qu'ils peuvent mener une action efficace contre les trusts. L'expérience du Front populaire a établi irréfutablement ceci : qu'aucune réforme partielle n'est réalisable sans un ensemble de mesures propres à mettre hors d'état de nuire les puissances d'argent, c'est-à-dire sans un appel à l'intervention active des masses. Accepter le partage du pouvoir avec les agents de la bourgeoisie, accepter « l'élargissement » du cabinet actuel serait courir au-devant de l'échec, serait commettre une trahison.

Ce que doit être le programme du Gouvernement représentatif des ouvriers et des paysans

Un tel gouvernement ne saurait se contenter de faire les quelques bonnes nationalisations que réclame Albert Bayet. Ces nationalisations seraient de la poudre aux yeux si elles ne font pas partie intégrante d'un plan d'ensemble cohérent. Tout le monde invoque le programme du C.N.R., mais on le brandit comme les Tables de la Loi, sans jamais le discuter ni étudier son application pratique. Nous analyserons prochainement ce programme, ses contradictions et ses insuffisances. Mais tel qu'il est, il propose un certain nombre de mesures concrètes que le nouveau gouvernement devra appliquer sans tar-

der. Aussi faut-il dès maintenant ouvrir à ce sujet la discussion publique sur les mesures pratiques à prendre pour faire de VRAIES NATIONALISATIONS, assurer une VRAIE DÉMOCRATIE, une VRAIE ÉPURATION, etc...

Voici, selon nous, quel devra être le programme du gouvernement, POUR LE PAIN : Echelle mobile des salaires. Réalisation d'un plan de production civile élaboré par la C.G.T., appliqué sous (Fin page 3, 5^e colonne)

APPEL des Communistes-Internationalistes aux travailleurs

Un cauchemar de 6 ans vient de prendre fin. Cette guerre aura été pour les peuples une épreuve sans nom, elle aura coûté des dizaines de millions de cadavres, des souffrances terribles par la faim, le froid, la maladie, la torture. Elle fut une épreuve de force entre capitalistes pour savoir qui dominera le monde, qui exploitera les travailleurs et les peuples coloniaux, qui écrasera les petites nations. Les masses populaires qui n'avaient rien à y gagner l'ont faite avec leur chair. Les capitalistes qui ne la faisaient pas y ont gagné de beaux bénéfices.

Travailleur ! n'oublie jamais plus les crimes qu'engendre le capitalisme de la dictature policière ou fasciste jusqu'à l'extermination scientifique des peuples.

Travailleur ! toi seul, par ton action de classe, peux empêcher l'humanité de sombrer dans la barbarie.

Si tu te laisses duper par les frères précheurs de l'union avec les capitalistes, c'est-à-dire de la capitulation devant leurs intérêts, si tu n'œuvres pas de toutes tes forces pour montrer aux masses populaires la voie de leur émancipation : le renversement de la bourgeoisie et l'instauration du pouvoir des Soviets, alors de nouveaux massacres, de nouveaux traités de brigandage, de nouveaux fascismes sont inévitables. Cette guerre n'aura été qu'un prélude à une immense barbarie.

Ceux qui se prétendent des chefs ouvriers n'ont prêché que l'union pour la guerre des capitalistes.

Aujourd'hui, ils prêchent l'union pour la reconstruction, montrant une hâte fébrile à rejeter toute solution de classe.

Pendant qu'ils s'efforcent d'assurer la paix sociale, de leur côté les brigades impérialistes se partagent cyniquement le monde, opposant la force à la force, vendant les peuples à l'encan, leur front ne se reconstituant que contre l'U. R. S. S.

A San-Francisco, ils préparent ouvertement la prochaine guerre mondiale.

Pour extirper les racines du fascisme : défendre l'U. R. S. S. ; assurer la reconstruction au profit et non aux dépens des masses laborieuses.

Pour réaliser la seule Paix véritable, la seule démocratie véritable, tu dois lutter pour les ETATS-UNIS SOCIALISTES SOVIÉTIQUES D'EUROPE !

Notre camarade Liber, interné depuis 2 ans à Buchenwald, revient parmi nous

NOUS sommes sans nouvelles de la grande majorité de nos déportés. Beaucoup ne reviendront pas. Mais nous avons retrouvé notre camarade Liber qui a survécu à de longs mois de torture, à la faim et aux coups dans le bague de Buchenwald. Nous publions les déclarations de ce militant trotskyste qui a fait là-bas l'admiration de tous ceux qui l'ont approché.

Est-ce vrai ce qu'on dit des tortures nazies ? As-tu été torturé toi-même ?

Après mon arrestation, j'ai été frappé et torturé 10 jours sans arrêt par la Gestapo. Ce n'est que la fatigue qui arrêtait leur curiosité sur La Vérité et sur la IV^e Internationale. Si j'avais lâché un seul mot, c'était la mort. Au camp, les tortures étaient monnaie courante : appels prolongés sous la neige, pendaisons, matraquage. Pour des infractions minimes ou même sans raison, on pouvait être envoyé au block 46 où on inoculait le typhus pour faire des expériences.

Que faut-il penser de ces méthodes ?

C'est le retour à la barbarie, conséquence inévitable de la volonté morbide d'une classe condamnée à se survivre. Tant que le capitalisme restera debout, il donnera naissance à des régimes d'oppression de plus en plus barbares. Camp de Poulo Condor où périrent des milliers de révolutionnaires indochinois, camp de Gurs où on laissa mourir de faim les révolutionnaires espagnols et, le plus monstrueux de tous, Buchenwald, créé d'abord contre les communistes allemands : dans tous les cas, le même responsable, la bourgeoisie décadente. Là-bas, j'ai souvent pensé à ces mots de Trotsky : « Si le prolétariat ne prend pas le pouvoir, nous connaîtrons un tel degré de barbarie qu'il vaudrait mieux fabriquer une cage de millions de mètres cubes, y mettre l'humanité et la plonger au fond des mers. »

Mais comment pouvait fonctionner cette immense machine de répression ?

Par la hiérarchie de la terreur. Le simple détenu était terrorisé par le Vorarbeit, celui-ci terrorisé par le Kapo, le Kapo terrorisé par le Meister (contremaître), celui-ci par l'Obermeister, l'Obermeister par le directeur, le directeur par l'officier de la Wehrmacht qui, lui-même, tremblait devant le simple SS. Ainsi on pouvait nous faire fabriquer des VI, des fusils et des canons, nous faire réparer les camions des SS malgré notre volonté de freiner le travail.

Mais c'est dans les commandos de terrasse et de carrières que les camarades souffraient le plus, étant directement menés à la schlague par ces chiens de SS.

Quel était le comportement de la population allemande à votre égard ?

La population allemande pour sa presque totalité ignorait entièrement les conditions dans lesquelles nous vivions. Ceux qui en douteraient n'ont qu'à questionner les prisonniers de guerre français qui travaillaient à 4 ou 5 km. de notre camp : eux-mêmes n'ont jamais RIEN pu connaître de notre sort. Ils furent stupéfaits de notre état lorsque nous fîmes libres. Personne n'oserait démentir ces faits.

Mais de plus, les SS trompaient l'opinion allemande par un bourrage de crâne intensif qui nous présentait comme des bandits de droit commun. Cependant, par des rapports clandest-

Mort pour la révolution



Le 6 mai nos camarades du Parti Communiste Révolutionnaire section belge de la IV^e Internationale ont rendu hommage à Léon LESOIL, membre de leur Comité central tué à coups de crosse par les SS dans un convoi de déportation.

tins de camarades avec la population civile, progressivement, nous arrivions à l'éclairer et de plus en plus des tentatives de solidarité à notre égard pouvaient être notées.

Aucun déporté de Buchenwald ne pourra nier les nombreux gestes de la population de Weimar envers nos camarades à la suite du bombardement du 24 août qui fit 500 victimes dans le camp.

Il faut comprendre que la fraternisation était un acte héroïque, exceptionnel en raison de la terreur qui pénétrait jusqu'au sein des familles. Ainsi, une femme de Weimar qui avait préparé un repas sur une nappe blanche pour quelques camarades, les mit précipitamment à la porte parce que des voisins arrivaient en visite.

La haine contre les SS était générale. Il arriva même que des officiers de la Wehrmacht se confiant à nous en nous disant des SS : ce sont des bandits. Le 20 juillet, tous les SS nous avaient abandonnés pour cerner les casernes de la Wehrmacht.

J'ai pu discuter moi-même un soir avec un soldat de la Wehrmacht qui nous gardait : il nous expliqua qu'il en avait marre de la guerre, et tous ses camarades aussi. Il essayait de nous faire comprendre que lui et nous, les forçats, nous étions tous dans une même prison. Quand je lui demandai : Pourquoi vous ne faites pas la révolution ? Il m'affirma que cela ne pouvait plus tarder : il était de Munich. Quelques jours après, cinq camarades s'élevaient avec une sentinelle. D'autres répondaient, quand on leur parlait de révolution : C'est impossible, il y a les SS !

Et après votre libération ?

La population allemande est plongée dans le désarroi total, dans l'hébététe. Elle se rend compte que rien n'est changé ; les Alliés ONT MAINTENU LE MAIRE NAZI DE WEIMAR, LA POLICE NAZIE ET LA PLUPART DES FONCTIONNAIRES NAZIS.

Personne, y compris les camarades communistes allemands du camp, n'entrevoit d'issue pour le moment. En maintenant le régime de terreur, en reprenant la matraque échappée aux SS, l'état-major allié assure la continuité de l'ordre capitaliste et conjure momentanément la perspective d'une révolution.

Lorsque la population a eu connaissance de notre sort, très fréquemment de vieux allemands nous abordaient pour nous expliquer que jamais ils n'auraient pu imaginer cela. Nombreux sont les cas de petits commerçants qui nous ont donné du pain, du lait ou de la charcuterie. La propagande américaine ou d'un Simonin qui veut les présenter comme des lâches devant les vainqueurs est un odieux mensonge que tous les camarades de Buchenwald doivent démasquer. Il s'agissait d'une sympathie réelle qui trouvait enfin la possibilité de se manifester.

Pourrais-tu me parler des prisonniers politiques allemands ?

A Buchenwald, les politiques allemands étaient encore au nombre de 3 à 4.000, INTERNES DEPUIS 12 ANS ! Buchenwald, comme Dachau, a été construit pour eux et en a contenu des dizaines de milliers.

(Fin page 3, 1^{re} colonne)

DANS LES COULISSES DE LA PAIX IMPÉRIALISTE

L'échec de la Conférence de San-Francisco nous confirme dans l'opinion déjà maintes fois exposée dans ces colonnes : cette guerre pour un nouveau partage du monde entre les puissances impérialistes ne peut finir que comme elle a commencé : dans le chaos et la rapine. La « Paix » qui se prépare annonce de nouvelles catastrophes. Elle sera dirigée contre le prolétariat international, puis contre l'U.R.S.S. Ce qui se passe en Allemagne illustre tragiquement ce point de vue.

UNE CAPITULATION RÉUSSIE

Lorsque les envoyés de Ribbentrop entameront en mars, à Stockholm, les négociations de paix avec les Alliés, ils leur présenteront la séduisante argumentation que voici : Nous avons liquidé nos adversaires de droite, les généraux félons coupables de l'attentat contre Hitler. La seule opposition à laquelle nous ayons à faire face est celle des éléments de gauche, des « anarchistes ». Vous n'avez aucun intérêt à ce que ces gens-là profitent de notre défaite pour prendre le pouvoir. Concluons tout de suite un armistice et laissez le régime en place.

Naturellement, les Alliés ont repoussé cette offre par trop maladroite. Mais ils ont retenu le précieux renseignement qui leur était fourni : le danger est à gauche. Aussi bien, ils savaient déjà qu'Hitler n'était plus capable de maintenir l'ordre, et ils se croient assez forts pour remplacer ce garde-chiourme défaillant. Ils ont donc refoulé Ribbentrop, mais repris à leur compte sa mission d'assassin. Les hommes des trusts et de l'Armée du Salut n'apportent pas en Allemagne la « bonne parole démocratique » ; ils viennent y poursuivre l'œuvre d'asservissement entreprise par l'hitlérisme. D'autre part, il n'y a pas de communisme dans les fourgons de l'Armée Rouge, mais les plus beaux spécimens du militarisme prussien, sous la bannière de von Seydlitz et de von Paulus, le pendeur de Kiev.

Le seul obstacle que rencontrent ces manœuvres réactionnaires, c'est la volonté affaiblie mais non détruite du prolétariat allemand. Désorganisé, empoisonné, lourdement frappé par la terreur et la guerre, celui-ci inquiet encore les vautours impérialistes au moment où ils s'appêtent à dépecer leur rival vaincu. Et il inquiet aussi les mangeurs de boche à la sauce Ehrenbourg et Izakov, qui se promettaient de lui faire payer tous les frais de la guerre, tous les frais du fascisme contre lequel il a pourtant lutté seul, héroïquement, avant d'être trahi par les bureaucrates de la II^e et de la III^e Internationale.

Ce que les uns et les autres entendent par « éléments de gauche », « anarchistes » (la Gazette de Lausanne du 9 avril dit même « trotskystes »), ce sont les vieux luttés d'avant 1933, qui n'ont jamais renié leur idéal, jamais cessé le combat, dans des conditions effroyables, contre leurs tortionnaires nazis. Contre eux, toutes les précautions sont utiles, et les calomnies sont de bonne propagande. Qu'on ne s'étonne pas de ces précautions administratives ou oratoires. Elles sont monnaie courante pour ceux qui redoutent l'émancipation des travailleurs, comme pour ceux qui y renoncent. Il nous appartient, à nous seuls, de les dénoncer.

A l'est comme à l'ouest de l'Allemagne, on a fermé les écoles, mais laissé ouvertes les églises. Dans la zone américaine, des fonctionnaires nazis sont maintenus à leurs postes ; des officiers S.S. qui n'ont même pas changé d'uniforme se pavent dans des jeeps, aux côtés d'officiers américains. Mais on interdit aux soldats, sous peine des sanctions les plus sévères, de fraterniser avec la population civile. Alfred Krupp accorde des interviews aux journalistes alliés, cependant que von Schantz, et tous ses sous-fifres sont placés par les Alliés au conseil municipal de Francfort. Mais les ouvriers n'ont pas le droit de reconstruire leurs partis de classe. Et l'on interdit aux exilés, aux militants antifascistes aux plus chevronnés, de rentrer en Allemagne.

Voilà leur éducation. Voilà leur rééducation. Quand on ajoutera que l'initiateur de ces mesures est le trop célèbre Murphy, grand ami américain de Pétain et de sa clique, la dernière touche sera donnée au tableau de l'occupation alliée.

Pour masquer ces turpitudes, on fait grand bruit des loups-garçons. C'est un fait qu'ils existent et qu'ils ont déjà commis plusieurs méfaits. Mais ce ne sont pas les occupants qui les détruiront. Sous prétexte qu'il est impossible de remplacer les cadres du jour au lendemain, on laisse en fonctions les chefs et les complices des loups-garçons. Les Alliés s'efforcent d'utiliser le mécontentement populaire, jusque sur le plan de l'épuration qu'ils sabotent, pour avoir des motifs de représailles générales. Il sera vraiment facile après cela de dénoncer tout mouvement prolétarien comme « hitlérien » et de le réprimer en conséquence !

Les calomnies de M. Churchill contre les partisans grecs, l'assimilation des véritables révolutionnaires aux « agents de désordre » de la 5^e colonne, toutes ces saletés sont du même tonneau. Et M. Teitgen comme Thorez verront certainement une preuve de leurs prophéties dans le journal des communistes de Buchenwald, où l'on proclame hautement la solidarité des travailleurs français et allemands. Pour oser affirmer cela, il faut vraiment être payé en reichsmarks ; n'est-ce pas, Maurice Thorez ?

PRÉPARATIFS DE LA PROCHAINE

Le dernier épisode de cette guerre est en même temps le prologue de celle qu'on prépare. Cette fois encore, les tentatives de von Rundstedt et Donitz auront été théoriquement stoppées et dénoncées, mais en fait couronnées de succès. La proposition de constituer le front des impérialismes contre l'U.R.S.S. était trop grosse, mais elle correspond toutefois à l'un des buts profonds de la monstrueuse tuerie qui s'achève. Nous n'en sommes encore qu'aux signes

précurseurs de la prochaine dernière, et il convient de les retenir avec d'autant plus d'attention. Le 6 mai, alors que la guerre était pratiquement terminée sur le front de l'Ouest dégainé par l'état-major allemand, elle se prolongeait à l'Est. Les Anglo-Saxons n'intervinrent aucunement dans cette affaire où un obstacle était opposé à l'expansion russe. Par contre, les Anglais ont éprouvé le besoin de couper le Danemark avant que les Russes n'y parviennent, et cette victoire stratégique n'a été rendue possible que par un durcissement désespéré de la défense allemande entre Berlin et la Baltique. Ici encore, l'armée allemande a joué le rôle d'avant-garde de l'armée anglaise, dont les progrès ont été ainsi rendus foudroyants. Voilà des précédents de taille. La paix nous apportera d'autres exemples.

Mais comment les nazis et les ennemis irréductibles du communisme ont-ils pu maintenir l'unité et la discipline des troupes de l'Est ? Comment la manœuvre de Donitz a-t-elle pu réussir, renforçant considérablement la position des impérialismes contre l'U.R.S.S. ? Voilà bien le résultat de la politique générale du grand maréchal Staline, et de l'hystérie antioche diffusée par la propagande de Moscou. Pour que les soldats allemands aient résisté à Berlin, tandis qu'ils se rendaient, désertaient ou fuyaient sur les autres fronts, il fallait qu'ils soient persuadés que les Russes les extermineraient, comme Ehrenbourg le leur avait promis. La défense de Berlin est une défaite politique pour le prolétariat international qui prolonge la défaite du prolétariat allemand en 1933. Elle montre que le soldat allemand préfère se rendre aux Anglo-Saxons qu'aux Russes, et qu'il n'attend de l'Armée Rouge qu'une prolongation raffinée de ses souffrances.

Il est bien temps, pour le chef général Staline, d'amorcer un tournant à gauche, en demandant au camarade Alexandrov de distinguer les nazis du peuple allemand, et de dire au camarade Ehrenbourg qu'il s'est trompé ! Il y a des erreurs qui se paient par des échecs cuisants ; il y en a aussi qui sont des crimes politiques. Il est bien temps de révéler le désarroi et l'inquiétude de la bureaucratie stalinienne devant le danger extérieur et la réaction de sa base ouvrière. Il est même trop tard. Trop tard parce que les déportations ont effectivement commencé en Prusse, parce que devant les armées russes on assiste à d'immenses exodes de populations qui veulent gagner la zone occupée par les impérialistes, parce que, devant Vienne, on a promis aux nazis autrichiens la vie sauve, en proclamant que le seul ennemi était le peuple allemand. Jusqu'au dernier quart d'heure, Staline aura fourni des arguments à la propagande de Goebbels. Ce général Staline ! Faut-il que les ouvriers allemands soient des brutes indécorables pour méconnaître que le

stalinisme est le léninisme de notre époque ?

UNE NOUVELLE S.D.N.

Les plans des Alliés sont aussi inapplicables, aussi rongés de contradictions que les plans de Versailles. Les conflits entre le bloc impérialiste et l'U.R.S.S. et au sein même du bloc impérialiste s'intensifieront au cours de l'occupation. En appelant à la fraternisation et à la solidarité internationale des travailleurs, en luttant contre l'oppression, source du chauvinisme et du fascisme, l'Internationale révolutionnaire entend profiter de ces conflits inévitables pour abattre le capitalisme mondial, affaibli par ses dissensions internes.

La Commission interalliée qui va prendre en mains « les affaires allemandes » et gouverner le pays militairement n'est qu'une réédition plus cynique de la Société des Nations. Composée de rééducateurs inéducables, d'épurateurs non épurés, de cotottes de peau et d'affairistes milliardaires, elle constitue l'état-major de la réaction capitaliste internationale, et de ses alliés imbéciles de la bureaucratie stalinienne. Ces derniers seront bientôt les dupes de cette farce sinistre et seront incapables de s'en sortir.

C'est contre ces projets que l'avant-garde révolutionnaire doit porter ses coups les plus durs, et appeler au front unique de toutes les organisations ouvrières.

A bas l'occupation qui protège les nazis, leurs banquiers et leurs industriels ! Faisons confiance aux victimes d'Hitler et non à ses concurrents impérialistes ou esclavagistes. Il n'y aura d'épuration (comme en Italie) que si elle est confiée aux travailleurs allemands eux-mêmes. Il n'y aura pas d'éducation en dehors de l'éducation du socialisme en Allemagne. A bas la rafle des usines par les trusts internationaux ! Constitution des Comités d'entreprises d'ouvriers et de techniciens. Au poteau les patrons alliés de l'hitlérisme (ils le sont tous). Imposons par notre solidarité internationale le droit pour les travailleurs allemands de constituer librement leurs partis de classe et leurs syndicats. Rétablissement intégral de toutes les libertés démocratiques. Droit de presse, de réunion, de grève. Libre retour en Allemagne de tous les exilés antifascistes.

Les exécutés de chefs nazis, qui leur adressaient un « cheval noir », comme on envoyait des cercueils aux Vichysois sous l'occupation, les incendiaires d'usines, les déserteurs, les volés des camps, les cheminots et les ouvriers grévistes allemands, les paysans réfractaires aux réquisitions, voilà les sûrs garants de l'Allemagne démocratique. C'est à ceux-là que vont nos sentiments les plus fraternels. Nous les soutiendrons de toutes nos forces.

MARCEAU.

Les communistes de Buchenwald relèvent le drapeau de l'internationalisme

Nous avons entre les mains le numéro unique de l'« Humanité » tiré par les membres du P.C.F. déportés à Buchenwald après leur libération. Nous y relevons l'article suivant :

LA VÉRITÉ SUR BUCHENWALD

Ils ne perdent pas de temps, les journalistes venus visiter le camp et ceux qui, hier internés avec nous, ont fui précipitamment en faisant jouer leurs relations. Ils ne perdent pas de temps pour inonder les ondes françaises de leurs impressions et de leurs souvenirs. Et quelles impressions, quels souvenirs ? N'est-ce pas camarades des blocs 34, 4, 31 et 37 qui exprimez votre stupeur et votre écœurément en écoutant les bobards, les mensonges, l'énon-

cié des faits déformés, les appréciations tendancieuses et partiales se succéder à la radio. Parce que vous connaissez bien certains des « meneurs » qui prétendent vouloir parler en votre nom — vous les connaissez bien pour avoir vécu avec eux pendant des mois, vous connaissez bien leur petitesse, leur bassesse, leurs éternelles, mesquines et habituelles préoccupations personnelles et égoïstes — vous vous attendiez au pire, mais ces journalistes devaient avoir quand même un minimum de pudeur et de retenue. Croient-ils donc que rien n'a changé depuis 6 ans pour se permettre de telles opérations — et se figurent-ils ces fantoches, que nous ne redeviendrons pas en France ou que nous n'aurons pas droit à la parole, pour ainsi déformer la vérité.

prépare les conditions d'une nouvelle guerre qui, dans 30 ou 50 ans, viendrait ensanglanter le monde. En accord avec les déclarations solennelles du Président Roosevelt et de Churchill, nous réclamerons pour le peuple allemand — nous les communistes qui avons eu le plus à souffrir du fascisme — le droit de librement décider de son sort.

Quand les hitlériens seront écrasés, quand les racines mêmes du fascisme seront extirpées de l'Allemagne, quand le peuple allemand aura repris conscience de ce qu'est la justice, la liberté, la fraternité, nous serons avec lui pour qu'il reconquière son indépendance politique et économique — car nous savons, M. SIMONIN, qu'il y a deux Allemagne — l'une, celle de Hitler qu'il faut exterminer, l'autre l'Allemagne

22 AVRIL 1945



Humanité

n° 1
UNIS
EN
FRAN
COMM
BUCHEN

NOTRE Huma

Après les « patriotes enchaînés » de nos prisons de la Santé et de Pres-

se, nous redeviendrons pas en France ou que nous n'aurons pas droit à la parole, pour ainsi déformer la vérité. Oui, nous clamerons à la face du monde les horreurs sans nom du fascisme assassin — nous qui des années avant cette guerre dénoncions seuls les crimes hitlériens. Oui, nous expliquerons combien il est nécessaire de tout faire pour que plus jamais un tel régime de honte et de boue ne voie le jour ; nous qui, seuls, avons lutté depuis 1933 contre Hitler, fauteur de guerre ; mais nous ne permettrons pas que l'on prépare un nouveau VERSAILLES, nous ne permettrons pas que l'on

Chaque matin en se réveillant

antifasciste qu'il faudra aider — de même qu'il y eut durant 4 ans deux France, l'une celle de Pétain et des collaborateurs, l'autre celle de tout le peuple de notre Patrie !

Nous, communistes internationalistes, sommes d'accord avec les camarades. Il faut empêcher qu'un régime de honte et de boue comme celui d'Hitler ne revioie le jour, il faut aider le peuple allemand à décider librement de son sort, et éviter la répétition d'un nouveau Versailles ou plutôt d'un super Versailles. La « Vérité » n'a cessé de le proclamer.

Mais les camarades ont encore des illusions dans les déclarations d'un Roosevelt et d'un Churchill, bourreau du peuple grec ; ces chiens de garde de capitalisme sont les pires ennemis de la liberté et de la fraternité des peuples.

Pour extirper les racines de l'hitlérisme il faut lutter pour le pouvoir ouvrier, pour les États-Unis socialistes soviétiques d'Europe, car la racine du fascisme c'est le régime capitaliste et si on ne coupe que les branches, ces racines donneront à nouveau les mêmes fruits : la guerre et le fascisme.

Ne pas tendre la main aux ouvriers allemands, ne pas lutter pour l'émancipation des peuples sous la direction du prolétariat c'est travailler pour de nouveaux fascismes.

Vers la révolution italienne

Nous donnons ici un rapide aperçu de la situation en Italie après la « libération » du Nord. Dans les semaines qui suivront, les problèmes de la révolution italienne seront certainement au centre des préoccupations du mouvement ouvrier. Nous nous réservons d'en suivre de près le développement.

LES événements se sont précipités en Italie ces deux dernières semaines. Le 25 avril, les ouvriers du Nord déclenchèrent la grève générale et occupèrent les usines, tandis que les partisans attaquaient les transports d'occupation et les milices fascistes. Mussolini, arrêté, était condamné à mort par un tribunal populaire et fusillé aussitôt. Son exécution donna le signal à des arrestations de milliers de chefs fascistes, qui tous furent collés au mur.

« Ce vent du Nord souffle en tempête », dit le correspondant du « National Zeitung » de Zurich. Les ouvriers, les partisans jettent à terre la sanglante oppression fasciste et hitlérienne, et ils tendent à imposer à la place de l'ancien appareil d'Etat des organismes populaires. Ils se dépêchent surtout d'exécuter Mussolini et les chefs fascistes, avant l'arrivée des « alliés », car ils savent qu'en Italie du Sud, rien n'est changé.

On a d'ailleurs pris peur des partisans du Nord dans les milieux bourgeois italiens. « On craint que les comités de libération, une fois le pays libéré, ne se ruent sur la capitale pour y déterminer un mouvement qui rappellerait les événements récents de Grèce », écrit la « Tribune de Genève » du 3 avril. Et le correspondant du « Times » souligne aussi avec inquiétude, « le danger de rupture qu'il y a entre le Sud et le Nord, le premier ayant été nourri pendant les 2 dernières années dans une atmosphère de révolution, tandis que l'autre maintient les formes monarchiques. Les partisans — continue le journaliste — critiquent l'attitude des troupes régulières italiennes. Ils disent que les officiers n'ont rien appris des événements des deux dernières années et veulent une Italie pareille à celle d'avant, tandis que eux, ils se battent pour une Italie qui soit de fond en comble nouvelle » (Times 4/5).

Dans toute la presse bourgeoise des pays alliés, transpire l'inquiétude. Des expressions, comme « passions

déchaînées », « retour à la légalité », reviennent souvent. Et d'ailleurs les mesures de réaction ne se font pas attendre. Déjà au mois de décembre dernier le général Alexander, commandant en chef des troupes alliées d'Italie, avait dit aux partisans du Nord de déposer les armes. Les partisans n'avaient pas obéi, mais aucun parachutage ne fut plus effectué depuis. Aussitôt après l'insurrection du Nord « un cordon sanitaire » isoia cette région du reste du pays. La seule personne autorisée à « apporter le salut de l'Italie libre » fut le rejeton de Victor-Emmanuel, le prince régent Humberto que d'ailleurs les travailleurs de Milan huèrent et forcèrent à partir précipitamment.

Le « Times » du 5 mai nous apprend que la police militaire alliée arrêta plus de 900 personnes qui essayaient de franchir le « cordon ». Le 4 mai, le commandement allié retira aux comités de libération le droit de prononcer des jugements. Tout accusé devra désormais être remis aux autorités militaires régulières. Les officiers allemands (SS ou autres) qui se sont rendus aux troupes alliées sont autorisés à garder leurs revolvers pour se défendre contre les partisans » dit le « Daily Express » du 5 mai, tandis que le « New-Chronicle » du même jour rappelle que le général Cardona, commandant en chef des partisans et chef d'état-major de l'armée italienne a comme tâche de désarmer ses subordonnés et de trouver du travail pour la plupart d'entre eux. Les autres de vant être intégrés dans l'ancienne armée et la police.

Ainsi le premier souci des généraux alliés est d'enrayer le mouvement populaire ; de ramener la légalité capitaliste avec sa ficelle et ses traîneurs de sabre. Cordon sanitaire, le régent Humberto envoyé en tournée, désarmement des partisans et revolvers laissés aux officiers SS, ce sont les seules choses que la bourgeoisie internationale peut offrir en cadeau de « libération » aux travailleurs du Nord. La révolution grecque la hante et d'autant plus que le Nord de l'Italie possède une dense population ouvrière et une industrie concentrée qui représente 70 % de l'industrie totale.

Parmi les contrées libérées après la Grèce, l'Italie est le pays où les contradictions sociales sont les plus aiguës ; le pays où, plus encore qu'il-

leurs, la bourgeoisie s'est révélée incapable de résoudre quoique ce soit.

Deux ans après la « libération », des chefs importants du fascisme se promènent dans les rues de Rome », comme déclare un partisan du Nord au journal « Italia Libera », 300.000 chômeurs à Rome se nourrissent aux soupes populaires et les rues passantes des grandes villes abondent en ouvriers chômeurs qui sont devenus cirque de bottes. Comme en France, le gouvernement ne trouve comme solution que d'augmenter le prix du pain. Celui-ci est passé de 5 à 15 lire. La ration de matières grasses est de dix décilitres d'huile par mois. Au marché noir l'huile coûte 900 lire le litre ; le pain 100 lire le kilo et une paire de chaussures de 5 à 6.000 lire.

Le « désordre », les « troubles » sont continuels en Italie centrale et méridionale. En Sicile, les paysans s'emparent des terres. En Calabre 10.000 anciens partisans, bien armés, battent les montagnes et rançonnent les richards. Des généraux fascistes comme Roata s'évadent miraculeusement. En échange le gouvernement fait tirer sur les manifestants ouvriers.

Le P.C. et le P.S. de loin les partis les plus forts du pays, au lieu de pousser au tombeau cette bourgeoisie pourrie et incapable, pratiquent comme partout ailleurs, l'union sacrée. Les communistes italiens sont au gouvernement. Tout récemment encore après l'insurrection victorieuse du Nord, le chef communiste de cette région Luigi Songo se prononça, non pas contre la monarchie, qui est le centre même de la réaction, mais seulement pour le remplacement de Humberto par une régence.

Les ouvriers italiens eurent la gloire impérialiste d'ouvrir la période révolutionnaire qui terminera cette seconde guerre impérialiste. En juillet 1943, à la chute du fascisme, les ouvriers de Milan et de Turin chassèrent les patrons et instituèrent leurs comités d'usines. Ils furent écrasés par les SS et par les bombardements alliés. Mais la flamme de la Révolution ne s'est pas éteinte en Italie. Plus murs, plus riches en expérience les ouvriers italiens, reprennent plus tôt qu'ailleurs le chemin de la lutte de classe. Dans les manifestations, en dépit des Togliatti et autres chefs d'union sacrée on ne voit que des drapeaux rouges et pas de tricolores, on ne chante que l'Inter-

nationale et pas d'hymnes patriotiques. Aussi les chefs stalinien, comme la bourgeoisie, ne finissent pas de vitupérer contre le trotskisme, qu'ils voient partout. Dans son discours du 7 avril, Togliatti, proclame les trotskistes comme grands provocateurs aux désordres, et il y a quelques mois, déjà, la presse bourgeoise anglaise, qui a toujours réprouvé leur esprit, déclarait que parmi les partisans du Nord les trotskistes sont très nombreux.

Aucune illusion n'existe plus parmi les travailleurs italiens quant à la libération « alliée » ; les partisans du Nord sont décidés à ne pas se laisser désarmer, ils veulent que « quelque chose change », et plus qu'aucun autre pays, l'Italie est à la veille de la révolution. L'Italie, premier pays et en même temps parmi les derniers à être libéré, nous donne la clé de ce qui se passera en France et dans toute l'Europe.

Le problème qui se pose devant les travailleurs italiens est celui de la direction révolutionnaire. Les vieux partis ouvriers, socialistes et communistes ont trahi, ils se sont embourbés dans l'union sacrée. La jeunesse italienne de la IV^e Internationale a réussi à grouper autour d'elle plusieurs autres courants révolutionnaires. Elle a déjà un retentissement certain et l'héroïque prolétariat italien saura trouver sa voie.

Le drapeau rouge de la révolution prolétarienne flottera à nouveau en Italie. Tout sera mis en œuvre par la bourgeoisie italienne et mondiale pour noyer dans le sang les travailleurs. Ce problème agitera bientôt le mouvement ouvrier mondial. Il est essentiel pour le prolétariat d'en comprendre l'importance. Il lui est essentiel de comprendre les leçons de l'échec de la révolution grecque. Il est essentiel de préparer dès maintenant la solidarité avec le prolétariat italien qui est à l'avant-garde de la lutte pour le socialisme.

B. Granger.

Où en est l'U.R.S.S. ?

Le monde entier reconnaît aujourd'hui la force de l'Armée Rouge, la puissance et la souplesse de l'économie soviétique. La guerre a été l'épreuve du feu pour l'U.R.S.S. Quoique l'héritage de misère du tsarisme pèse toujours d'un poids considérable, quoiqu'il n'ait pas été possible à l'U.R.S.S. d'atteindre le niveau des pays capitalistes avancés, cette guerre a prouvé de manière définitive la supériorité de l'économie planifiée et collectiviste sur le désordre et la routine capitalistes.

A l'étranger, Staline soutient le capitalisme

Pourtant, dans les contrées occupées par son armée, le gouvernement de ce pays, qui seul au monde a accompli la révolution, maintient le capitalisme. En Roumanie, il soutient le gouvernement de « gauche » Grozea-Tatarescu et s'empresse de déclarer son accord avec le roi et son respect pour le régime basé sur la propriété privée. En Bulgarie, le commandement soviétique interdit à la population d'arborer le drapeau rouge. En Hongrie, un gouvernement de généraux réactionnaires qui, hier encore, combattait l'U.R.S.S., est au pouvoir.

Notre camarade Liber...

(Fin de la 1^{re} page)

Dans l'ensemble, communiste ou social-démocrate, ils ont été soulevés par un immense enthousiasme au moment de la libération. Puis, ils ont rapidement compris ce qui se passait et ont sombré dans le désespoir. La première manifestation politique fut un honteux document publié par les social-démocrates déclarant : « Nous nous reconnaissons devant le monde entier... responsables de la réparation des dommages que le peuple allemand a commis par l'hitlérisme. »

A moins par le Parti communiste allemand n'avait pas encore pris position publiquement. Cependant, une réunion avait eu lieu à laquelle s'étaient abstenus de participer quelques-uns des principaux responsables du P.C.A. De vieux militants communistes allemands sont venus trouver nos camarades trotskystes et leur ont dit : « L'heure est venue, vous devez vous manifester publiquement » — et ils ont demandé une discussion politique préalable avec nos représentants. Ce que nous avons accepté sous condition que seraient éliminés ceux qui avaient failli à leur dignité de prisonniers politiques. Un texte de nos camarades allemands qui se prononçait pour une république allemande des Soviets a eu un profond retentissement chez les camarades communistes allemands qui, en grand nombre, demandèrent à garder le contact avec les trotskystes lorsqu'ils seront retournés chez eux.

Une dernière question : les déportés français ?

Deux camps très nets : d'un côté le clan bourgeois auquel s'accrochaient les socialistes réformistes, de l'autre les militants ouvriers du P.C.F. et des syndicats qui ont constitué, grâce à leur cohésion, une organisation clandestine remarquable. Ils ont organisé la communauté clandestine française et eux seuls pouvaient le faire. Malgré leurs erreurs, ils ont rendu d'immenses services. Par leur collaboration avec les camarades communistes allemands, ils ont sauvé des milliers de vies ouvrières.

De notre côté, nous trotskystes, nous avons réussi à nous regrouper en cellules de plusieurs nationalités et nous avons été à la pointe du combat internationaliste.

Dans l'ensemble, les Français ont manifesté un chauvinisme croissant et écoeurant. Mais une fraction importante du P.C. réagissait vigoureusement contre ces éléments et luttaient pour une politique internationaliste. La direction communiste, libérée de la pression constante de la bureaucratie du Kremlin, avait adopté, depuis 9 mois, la même attitude ; en particulier le camarade PAUL MARCEL dont le comportement fut en tous points exemplaire. L'Humanité publiée là-bas témoigne clairement de la justesse des positions de ces camarades. J'ai connu à Buchenwald de nombreux militants ouvriers admirables. J'ai confiance qu'ils sauront un jour rompre avec le stalinisme traître et qu'ils nous aideront à construire un puissant parti de la Révolution prolétarienne.

Ceux des militants ouvriers français qui ont, par leur attitude dans les conditions les plus effroyables, maintenu l'honneur de la classe ouvrière face à la répression, n'ont pas le droit de se laisser désavouer par les politiciens de leur parti qui se vautre dans l'union sacrée avec la bourgeoisie. Nous ne voulons pas croire que les camarades communistes qui ont maintenu haut et ferme le drapeau de l'internationalisme prolétarien à Buchenwald s'associeront aujourd'hui au même festin impérialiste que les Thorez et les Duclos pour y manger du Boche.

Et regrenons avec ceux qui ont travaillé nuit et jour à la confection de ce numéro unique de l'Humanité fait à Buchenwald : « Il y a deux Allemands, l'un, celle de Hitler qu'il faut exterminer ; l'autre, l'Allemagne antifasciste qu'il faut aider. » Le général Foch se déclarerait plus proche des hoberaux prussiens que du communiste français. Nous, camarades, notre choix est fait entre le communiste allemand et la bourgeoisie française, fût-il un « résistant ».

Telles sont les premières déclarations faites par un militant trotskyste, notre camarade Liber, qui a passé deux ans dans les bagnes de Hitler.

en les remplaçant les uns par les autres au besoin. Les réformes agraires effectuées — réformes démocratiques bourgeoises — quoique réalisées de manière incomplète, sont progressives. Mais à elles seules, elles ne pourront pas émanciper le paysannerie, car autant que le hoberaou, l'ennemi du paysan est le même que celui que l'ouvrier : le capitaliste, le banquier et son armée de flics, d'huissiers et de percepteurs. Au nom de « l'ordre » pourtant il n'est pas question de toucher à ceux-là.

Cette politique se retournera contre l'U.R.S.S., car loin d'assurer « l'ordre », on n'assure ainsi que le désordre et l'incurie capitaliste. Rien au monde, dans un pays capitaliste, même l'occupation soviétique ne pourra empêcher les masses populaires de lutter contre leurs exploités et de provoquer ainsi des « désordres ».

Les contradictions en U.R.S.S.

En U.R.S.S. même, des contradictions semblables ne sont pas rares. Comme ailleurs, un précipice existe entre les riches et les pauvres. Celui qui dispose de 10.000 roubles a une voiture et une bonne (le droit d'avoir des bonnes existe en U.R.S.S.) voit la vie d'une manière toute différente que celui qui n'en a que 750 et mange avec ses tickets.

Les usines, depuis la Révolution, sont nationalisées. Mais la constitution de 1936 consacre la liquidation des Soviets. Les directeurs sont nommés et décident de tout, sans être responsables devant le personnel. Les salaires s'échelonnent de 750 roubles en moyenne, pour un ouvrier, à 10.000 roubles pour un directeur de grosse usine. Les différences n'ont fait que s'aggraver au cours de la guerre renforçant la couche des nouveaux millionnaires et leur influence dans l'Etat.

Les kolkhoziens ont le droit de posséder en propre une parcelle de terrain. Certains vendent leurs produits au marché noir et s'enrichissent. Staline envoya des télégrammes de félicitations à des paysans qui avaient souscrit aux emprunts pour 500.000 et même 1.000.000 de roubles. Depuis 1944 d'ailleurs, le marché noir est officiel ; on baptisa les officines « locaux de vente libre ». Voici, d'après le journal suisse Neue Zürcher Zeitung (18-3), quelques prix : une douzaine d'œufs 13,10 dollars (650 fr. au cours officiel) ; une livre de pain 5,67 dollars (280 fr. environ).

« L'Armée Rouge est bien nourrie, le Kremlin et les grosses nuques du parti excellentement, le peuple a des rations insuffisantes », déclare M. White, personnage officiel américain de retour d'U.R.S.S., à qui ce spectacle ne déplaît pas.

Les Popes reviennent

Chaque jour davantage, « le vieux fatras » renaît en U.R.S.S. Les gens ne trouvant toujours que misère et déception sur terre, essaient de peupler le ciel. Ils s'adonnent de nouveau par millions à la religion. L'Eglise se réorganise à nouveau avec ses popes, ses métropolitains, ses patriarches. Mais elle est loin de représenter les déshérités. Comme toujours, elle est accaparée par les privilégiés et les sert. Elle fut capable de faire cadeau à l'Etat de centaines de tanks et de canons d'une valeur de plusieurs centaines de millions de roubles. Sa richesse même prouve qu'elle s'appuie sur les couches privilégiées, sur les paysans enrichis. L'Eglise à son tour s'efforce d'encenser Staline. Les journaux soviétiques du 17-2-45 reproduisent le message du patriarche Alexis à l'occasion de la Conférence de Yalta. En voici un passage : « Le fétu de la terre dont parle Jérémie, le fascisme allemand va être anéanti non seulement par la force des vaillantes armées alliées, mais par la sagesse de notre grand Staline. »

Le vieux socialiste allemand Bebel disait : « Quand mes ennemis m'applaudissent, je me demande avec inquiétude quelle erreur j'ai commis... »

La famille bourgeoise renaît

Pendant la guerre, les inégalités sociales, la misère d'un côté, la richesse de l'autre, se sont accrues en U.R.S.S. La bureaucratie pour se maintenir est amenée à appuyer les éléments de conservation, de stabilité. Staline, sous le couvert de phrases hypocrites sur la « famille socialiste », favorise la remise sur pied de la famille, telle qu'elle est conçue dans la société bourgeoise, avec son conservatisme social, les humiliations pour l'enfant et l'esclavage de la casserole et du baquet pour la femme. L'une après l'autre, les conquêtes de la Révolution d'Octobre dans ce domaine sont liquidées : en 1936, on abolissait la liberté de l'avortement. Récentement l'héritage était étendu aux frères et sœurs. Faute d'héritier, le droit de tester fut reconnu. Ceci correspond à la politique d'appui sur les couches de nouveaux riches et favorise forcément l'accumulation du capital et les tendances vers le rétablissement du capitalisme en U.R.S.S.

La bureaucratie ne se contente pas de l'usufruit de ses privilèges, elle fait des lois qui lui permettent de léguer les richesses accumulées et la force sociale qu'elles représentent.

En août 1944, on promulgua une loi qui interdisait pratiquement le divorce. Selon le Sudyay Express (25-245), il n'y eut depuis qu'un seul divorce en U.R.S.S.

Toutes ces mesures réactionnaires méritent même les louanges du Pape, qui par ailleurs est vigoureusement attaqué par la presse soviétique. Le journal catholique Tribuna del Popolo (1-3-45) déclare : « Au Vatican on a apprécié l'abolition du divorce. On montre de la satisfaction devant le fait que les films soviétiques présentent un haut degré de moralité. »

L'armée et les traditions nationalistes

Mais c'est dans l'armée que la réaction atteint les proportions les plus inquiétantes. Dès avant la guerre, les gradés ne furent plus élus par les sol-

dat, mais nommés. Il n'y eut plus de Soviets d'unité.

En février 1939, Staline changea le serment de l'Armée Rouge. Avant, le soldat jurait de « lutter pour l'U. R. S. S., ainsi que pour la cause du socialisme et de la fraternisation des peuples ». Maintenant, la formule est : « Je jure de défendre ma patrie. » Il n'est plus question de socialisme ni de fraternisation.

Déjà en 1935, on remit en honneur les uniformes correspondant à chaque grade et les signes extérieurs de l'autorité. Le 12 octobre 1940, un décret spécifie qu'en cas de désobéissance de ses soldats, l'officier a le droit d'user de ses armes, contre eux, sans les envoyer devant le Conseil de guerre. S'il néglige d'user de son droit, il est lui-même passible de Cour Martiale. « L'armée soviétique est la seule au monde où les officiers ont ce droit en temps de paix », dit A. Pierre dans son livre récent sur Staline, plein d'admiration d'ailleurs pour le régime de celui-ci.

On est bien loin des Conseils de discipline élus, préconisés par le parti bolchevik et institués par la Révolution.

Le 29 juillet 1942, on crée trois nouvelles décorations : de Souvarof, de Koutousow et d'Alexandre Newski. A ce propos, la Pravda du 31-7-1942, écrit : « Les noms de ces grands soldats russes, de ces grands patriotes sont chers au peuple soviétique. C'est à eux que remontent les glorieuses traditions militaires qui sont vivantes dans l'Armée Rouge. » Pour la bureaucratie réactionnaire, les traditions de l'Armée Rouge ne sont plus celles du prolétariat mondial, celles de la Révolution d'Octobre, mais celles de ces généraux tzaristes !

A partir de janvier 1943, les officiers portent les lourdes épaulettes, que les travailleurs haïssaient dans l'Armée tzariste. A ce propos, la Krasnaia Zvezda écrit : « Nous prendrons à nos ancêtres tout ce qui peut augmenter le prestige des chefs et contribuer à renforcer la discipline dans l'Armée. » Il n'est plus question de discipline librement consentie en vue de la lutte pour le socialisme, comme du temps de Lenine et de Trotsky.

L'émigration blanche

En même temps, on réaccepte dans « le sein de la nation » les Russes Blancs contre-révolutionnaires. Le National Zeitung de Bâle (12-3-45) nous renseigne sur la visite que les chefs de l'émigration russe ont fait récemment à l'ambassade soviétique de Paris. Celle-ci a déclaré que « Moscou est satisfait de l'émigration russe, non seulement parce que dans la guerre elle a pris part pour la Russie et contre le fascisme, mais aussi parce que l'émigration, pendant 25 ans, a maintenu haut le nom de la Russie, qu'elle a travaillé et fait de la propagande pour la civilisation russe ». Et le journaliste conclure : « De telles paroles n'ont jamais été entendues jusqu'ici et leur importance pour toute l'évolution intérieure de la Russie ne saurait être méconnue. »

Qui est le maître en Russie ?

Ainsi les Russes Blancs reviennent. On est content d'eux. A l'intérieur, les privilèges se renforcent, l'Eglise est rétablie ainsi que la famille bourgeoise, les « ordres » tzaristes reparaissent dans l'armée.

A l'extérieur, l'U.R.S.S. se prive de l'appui révolutionnaire des masses et mise entièrement sur des alliances changeantes avec les gouvernements capitalistes. Les partis communistes suivent à la lettre tous les zig-zags : lorsque par exemple Staline signa le pacte avec Laval en 1935, le P.C.F. brusquement trouva mille raisons de « tendre la main aux catholiques », d'être militariste patriote et chauvin. Qui a intérêt à cette politique de réaction ? Certainement pas les masses laborieuses de Russie. Mais personne ne demande leur avis. Le pouvoir qu'elles avaient conquis en octobre 1917, elles en ont été dépossédées par une couche sociale nouvelle dont les intérêts divergent avec les intérêts des travailleurs : la Bureaucratie.

Qu'est la bureaucratie ?

Quelle est donc cette « bureaucratie » capable de jouer dans le monde entier ce rôle de frein à l'émancipation des peuples ?

Pour nous, trotskystes, la bureaucratie est une couche issue de la classe ouvrière, mais qui s'est détachée d'elle, a rallié certaines catégories de privilégiés de l'ancien régime, a accru ses propres privilèges et substitué sa propre dictature bonapartiste à la dictature du prolétariat. Pour cela, elle a dû supprimer la démocratie soviétique et passer à la répression contre les ouvriers révolutionnaires qui, par dizaines de milliers, peuplent les prisons de Staline. Elle a dû changer complètement le rôle et la composition de ce qui fut le parti de Lenine et Trotsky. De l'ancien Bureau Politique de Lenine, seul Lenine est mort de mort naturelle, seul Staline est en vie ; tous les autres furent assassinés par la bureaucratie qui répandit d'abord sur eux les plus infâmes calomnies.

Mais cette réaction, rendue possible par la lassitude des masses soviétiques, par l'échec successif des révolutions en Europe et en Chine qui fit de l'U.R.S.S. un flot encerclé par le capitalisme, s'est faite sans abolir les bases sociales conquises en octobre 17 : la nationalisation et la planification de l'économie sur lesquelles la bureaucratie vit en parasite.

Pour se maintenir au pouvoir, la bureaucratie doit combattre sur deux fronts ; à sa gauche, le prolétariat révolutionnaire ; à sa droite, le capitalisme.

La bureaucratie contre le prolétariat international

Les contradictions de la bureaucratie atteignent une acuité extrême en cette fin de la deuxième guerre impérialiste. Les explosions révolutionnaires se succèdent en Europe et Staline craint une répétition des années 17 et 18. Aussi

se préoccupe-t-il beaucoup de maintenir l'« ordre » dans les pays occupés par l'armée rouge. En Allemagne, il interdit la reconstitution des Syndicats ouvriers, détruits par Hitler, mais laisse ouvertes les églises, empêche la fraternisation, mais maintient en réserve les von Paulus et von Seydlitz.

Il est pleinement conscient du danger que représente pour les intérêts propres de la bureaucratie, la Révolution mondiale, car la Révolution victorieuse dans un pays quelconque de l'Europe aurait inévitablement des répercussions immédiates en U. R. S. S. L'opposition renaîtrait. Les ouvriers reprendraient courage. Ils balaiteraient la bureaucratie. Ils rétabliraient la démocratie soviétique.

Cette crainte de la Révolution conduit Staline à une véritable sainte-alliance avec les impérialismes contre les peuples dont le couronnement est marqué par Yalta.

L'U.R.S.S. et l'impérialisme mondial

Mais l'autre danger, celui de droite, s'est aggravé du fait des problèmes que pose la liquidation de la guerre. Les contradictions entre l'impérialisme mondial et l'U.R.S.S. sont si violentes que quelques semaines après la Conférence de Crimée les accords de Yalta sont mis en échec. A San-Francisco, le front de l'impérialisme mondial, avec ses contradictions internes, s'est rétabli contre l'U.R.S.S. Molotov, obligé de soutenir le feu coalisé des Stettinius et Eden, ne peut compter sur personne. M. Bidault qui a signé le pacte franco-soviétique vota également avec les impérialistes.

Si le capitalisme d'une manière quelconque revenait au pouvoir en U.R.S.S., c'en serait fait en même temps du règne de la bureaucratie. D'où une politique de loupvoilement et d'oscillation : à l'extérieur, brusques renversements d'alliances ; à l'intérieur, dans la mesure même où elle s'éloigne des masses, appui de plus en plus marqué sur le paysan riche, l'Eglise et le gros bureaucrate. Mais l'appui officiel renforce et enrichit encore davantage ces couches, qui à leur tour, pour consolider leurs positions, tendent vers le rétablissement du capitalisme. C'est aussi sur ces couches que compte l'impérialisme mondial. Demain, elles constitueront un danger mortel pour le régime soviétique, et partant, pour la bureaucratie elle-même. Staline tentera alors de se tourner contre elles en adoptant des phrases « gauches ».

La politique ultra-chauvine du raciste Ilya Ehrenbourg est maintenant dévouée par Staline. Les trotskystes n'ont pas cessé d'expliquer que cette politique anti-boche qui ne distingue pas entre les exploités allemands et leurs exploités fait le jeu des impérialismes. Allons-nous assister à un nouveau zig-zag de la bureaucratie sur la question allemande ? De toute façon, il est trop tard même pour cela. En attendant, la seule politique stable de Staline est de renforcer le corps des officiers et la police.

Ainsi en se privant volontairement de l'appui révolutionnaire des peuples, la bureaucratie prive l'U.R.S.S. de ses seuls vrais alliés et se trouve contrainte à des capitulations de plus en plus graves devant ses adversaires, les impérialismes « alliés » et autres.

Manœuvre habile

Tout ceci pouvait paraître « habile » à certains. Cela ne peut finalement mener qu'à la ruine du système soviétique. Si le prolétariat ne réussit pas à chasser la bureaucratie, rien au monde n'empêchera le capitalisme de revenir en U.R.S.S. Le socialisme ne peut pas se construire dans un seul pays isolé et entouré d'ennemis. C'est dans ce sens que Lenine disait en 1919 : « Si la révolution allemande ne réussit pas, nous sommes perdus. » Lenine a été trop pessimiste. Il a eu toutefois raison dans le sens que l'isolement de l'U.R.S.S. a provoqué la formation de cette caste bureaucratique réactionnaire.

L'U.R.S.S. traverse un grave danger. Grâce à son économie collective, elle réussit à battre l'impérialisme allemand. Mais les destructions de la guerre sont immenses : 20 à 30.000.000 de morts et 60 % des industries détruites, dit Pierre Cot. En 1944, la production d'acier de l'U.R.S.S. était de 11.000.000 de tonnes (20.000.000 en 39) et celle des U.S.A. de 100.000.000. L'U.R.S.S. pour sa reconstruction a un besoin absolu des U.S.A. Les marchandises américaines expédiées en U.R.S.S. peuvent jouer le rôle du cheval de Troie. Déjà les U.S.A. demandent l'abolition du monopole du commerce extérieur. Dans les mesures réactionnaires que Staline a prises — église, famille, dissolution du Komintern — la pression des U.S.A. a certainement une part considérable.

Pour la défense de l'U.R.S.S. Pour le renversement de Staline

Sous l'effet de la politique réactionnaire de Staline des tendances simplistes et infantiles se sont fait jour dans le mouvement ouvrier. Elles affirment que l'U.R.S.S. est un impérialisme comme les autres, un pays où le capitalisme est revenu au pouvoir. Tout démontre pourtant le contraire. Malgré la bureaucratie, la base a résisté. Grâce à la propriété collective des moyens de production, grâce à la planification, l'économie soviétique a pu faire des progrès considérables au moment même où l'économie capitaliste stagnait et reculait.

Le régime actuel de l'U.R.S.S., malgré ses contradictions terribles est progressif en comparaison avec le capitalisme.

Les trotskystes sont pour la défense de l'U.R.S.S. pour trois raisons fondamentales :

1) L'U.R.S.S. représente un sixième du globe qui échappe à l'impérialisme. Sa réintégration dans le cycle du monde capitaliste, permettant à l'impérialisme de s'approprier de nouveaux marchés et de nouvelles sources de matières premières et d'investissement, donnerait à l'impérialisme pourri un

sursis en apportant une solution momentanée à sa crise ;

2) les conquêtes économiques fondamentales de la Révolution d'Octobre subsistent, propriété d'Etat, et monopole du commerce extérieur, l'U.R.S.S. a donc un caractère progressif ;

3) de la même façon que la IV^e Internationale soutient la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation, de la même façon qu'elle soutient la guerre du peuple chinois contre l'impérialisme japonais et anglo-saxon, qu'elle soutient la lutte des peuples d'Afrique du Nord, du Levant, des Indes et de l'Indochine, pour leur libération, la IV^e Internationale considère la lutte des peuples soviétiques contre l'impérialisme comme un secteur de lutte antiimpérialiste dans le monde.

La IV^e Internationale est du côté de l'Armée Rouge pour défendre ce qui reste des conquêtes d'Octobre. Mais se placer sur le plan de la défense de l'U.R.S.S. ne signifie pas s'identifier avec la politique réactionnaire de Staline. Tout au contraire.

Le devoir de tous les ouvriers, c'est de défendre l'U.R.S.S. Mais défendre l'U.R.S.S. n'est nullement s'allier avec ses ennemis — de Gaulle, Churchill et Truman — contre la révolution allemande et internationale. C'est au contraire dans cette voie que l'on aboutit à la victoire du capitalisme.

Défendre l'U.R.S.S., c'est mener une lutte implacable contre le fossyeur de la Révolution d'Octobre, le Maréchal Staline qui, pour protéger les privilèges de caste de la bureaucratie, a supprimé les Soviets dans le pays et dépossédé le prolétariat russe des attributs exécutifs de sa domination de classe, à savoir le contrôle ouvrier sur la production et la possibilité d'élire et de révoquer à tous moments ceux qui prétendent le diriger.

Défendre l'U.R.S.S., c'est mener une lutte implacable contre les fossyeurs de la Révolution Internationale, les Staline, Thorez, Duclos, Togliatti et C^o qui sacrifient aux pactes avec de Gaulle, Churchill ou Roosevelt les intérêts du prolétariat international.

La défense de l'U.R.S.S. pose comme tâche historique immédiate au peuple russe le renversement de Staline et le rétablissement de la démocratie soviétique.

La vérité sur la provocation contre le Ministère de l'Air

La vérité commence à filtrer sur la fameuse provocation que Tillon mettait au compte de F.T.P. ou de « trotskystes ». Il y a aurait eu vraiment complot pour assassiner Tillon. Mais les provocateurs ne sont autres que les officiers de la gendarmerie de l'Air, qui, par ailleurs, montrent un zèle bien compréhensible dans la chasse aux ouvriers révolutionnaires. C'est en effet la gendarmerie de l'Air qui espionne, arrête les militants « gauchistes » ou trotskystes. Nous avons eu encore une fois raison de mettre les ouvriers du P.C.F. en garde contre la collusion de leurs dirigeants avec la bourgeoisie et ses flics, qui facilite la répression contre le P.C.F. lui-même. Mais nous n'attendions pas une confirmation aussi rapide ni aussi éclatante !

ÉDITORIAL

(Fin de la 1^{re} page)

le contrôle des comités d'entreprises.

Nationalisation sans indemnité ni rachat des trusts et des banques dans le cadre du plan et leur gestion sous contrôle ouvrier.

Expropriation de tous les bénéfices de guerre et de collaboration.

Organisation et contrôle du ravitaillement par les comités de ménagères, de paysans travailleurs et les groupements d'achat de petits commerçants. Le pain à 4 fr. 90.

Plan d'équipement rural, crédit à bon marché de la Banque d'Etat, groupement des paysans en comités et coopératives rurales.

POUR LES LIBERTES :

Liberté complète de la presse ; suppression de la censure, nationalisation des trusts du papier et des imprimeries qui seront mis à la disposition des organisations ouvrières.

Levée immédiate de l'état de siège et amnistie pour les travailleurs frappés par Daladier et Pétain.

Epuraton des fascistes et collaborateurs par les tribunaux populaires élus.

Désarmement de la police et des fascistes et constitution de milices ouvrières qui prépareront l'armement général du peuple.

Il appartiendra plus particulièrement au gouvernement P.S.-P.C.F.-C.G.T. de convoquer dans un délai de deux mois l'Assemblée constituante que de Gaulle cherche à différer et à étouffer. Les élections à la Constituante devront se faire au suffrage universel direct et secret. Son but sera de fixer la forme de gouvernement que veut se donner le peuple français.

POUR LA PAIX :

Publication de tous les traités secrets. Défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Démonstration de tout nouveau traité de Versailles.

Aide aux peuples en lutte pour leur émancipation, y compris les peuples coloniaux.

Lutte pour les Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe et du monde, seule garantie contre une nouvelle guerre mondiale.

Pour réaliser ce programme, il faut rompre la coalition, mobiliser les masses populaires, souder un front unique de combat, aider à la reconstruction des comités et milices criminellement dissous. Ainsi sera assuré le droit des travailleurs au Pain, à la Liberté et à la Paix. P.S., P.C.F., C.G.T., à l'action ! Montrez que seuls les traités ont peur du peuple !

LA VÉRITÉ



sur le front ouvrier



COMMUNIQUÉ A LA PRESSE

PREMIER MAI

Malgré le freinage de la direction stalino-réformiste, un million de manifestants RÉCLAMENT DES ACTES et PAS DES DISCOURS

Nous reproduisons ci-contre la proposition de Front unique que nous avons adressée à la C.G.T., portant sur des objectifs très concrets : le pain à 4 fr. 90 et l'échelle mobile des salaires. A notre avis, la manifestation de la Nation devait appuyer une campagne menée inlassablement jusqu'à la victoire de ces revendications vitales. Mais à leur habitude, les chefs syndicaux incontrôlés firent la sourde oreille. La préparation politique et pratique du défilé fut elle-même très insuffisante. Il semblait que, contrainte de céder à la volonté ouvrière sur le principe de la grève, la direction sabotait délibérément l'organisation des manifestations.

UN MILLION DE MANIFESTANTS ENTHOUSIASTES

Une immense armée de travailleurs, où se fondaient au coude à coude toutes les corporations, a défilé six heures durant. Devant cet imposant spectacle, on se demandait par quelle aberration une poignée de dirigeants capitulaires put espérer sérieusement nous imposer un 1^{er} mai de travail de choc pour la guerre des patrons. Jamais en effet cortège du 1^{er} mai n'avait atteint une telle ampleur. Spontanément, — en dépit des longs mois pendant lesquels les dirigeants de organisations ouvrières ont appuyé leur politique de collaboration avec la bourgeoisie par des couplets patriotiques, — les travailleurs, rassemblés, retrouvaient pour exprimer leurs sentiments de classe le chant des ouvriers de tous les pays et réclamaient enfin à l'arrière-plan la « Marcellaise » des bourgeois. Partout l'« Internationale » éclatait, couvrant les chants patriotiques diffusés impudemment par les hauts-parleurs officiels. Partout le drapeau rouge flottait sur le cortège, dépassant de loin en nombre les drapeaux tricolores qui subsistaient encore. Les applaudissements éclataient quand, du cortège, on apercevait une fenêtre pavée de rouge, et l'« Internationale » partait des fenêtres, répondant au chant des manifestants.

INTERNATIONALISME OUVRIER

Sortant enfin du gouffre où l'ont enfouie des années d'union sacrée de la part des dirigeants dits « ouvriers », l'internationalisme commençait à retrouver ses droits, et c'est avec enthousiasme que le cortège a salué deux soldats de l'armée anglaise qui, d'un balcon du faubourg Saint-Antoine, saluaient les manifestants et chantaient avec eux l'« Internationale ». Les camarades accueillaient également avec joie le chant révolutionnaire italien « Bandiera Rossa », qui évoquait l'héroïque action des partisans italiens et l'exemple des tribunaux populaires qui châtièrent Mussolini, en opposition aux procès en cours dans la France « démocratique » vis-à-vis du sinistre Pétain. Des soldats américains également très applaudis scandaient avec la foule « Pétain au poteau ». Enfin, l'enthousiasme était surtout grand lorsqu'on croisa des soldats de l'Armée rouge qui étaient aussitôt salués le poing levé et pour qui beaucoup de groupes organisaient le « Chant des Partisans ».

En dépit de la politique officielle des organisations ouvrières qui encensent plus ou moins les généraux de la « nouvelle » armée française, les manifestants retrouvaient leurs habitudes d'autrefois et beaucoup saluaient le poing levé en passant devant les casernes. Bien que la surveillance des officiers bourgeois les empêchait de répondre, par leurs sourires et leurs saluts cor-

diaux les 2^e classe montraient leur pleine sympathie. Plusieurs soldats qui se trouvaient dans la foule ne se gênèrent pas pour lever le poing quand passaient les drapeaux rouges. Mais les généraux étaient absents !

Peu de flics sur le parcours (on les avait réservés pour garder le fort de Montrouge !). Malgré les quelques flics de la Résistance qui défilaient, bien reconnaissables à leurs imperméables et à leurs feutres, les ouvriers n'oublièrent pas que la police est la « essentielle » pour les matraquer quand l'occasion se présente, et qu'elle jouera son rôle en dépit de toutes les exceptions qui pourront se trouver dans ses rangs. D'ailleurs, un inspecteur de police de service ayant été reconnu par deux jeunes communistes qu'il avait torturés pendant l'occupation, passa un mauvais quart d'heure (des gouvernements changent, mais la police reste !).

Un vendeur de l'« Huma » exprima le sens général de cette manifestation en expliquant : « Je te jure que l'année prochaine il y aura la dictature du prolétariat ! »

UN MILLION DE MANIFESTANTS SANS MOTS D'ORDRE

Mais malgré ce désir qu'on avait d'exprimer sa colère vis-à-vis de tout ce qui va mal actuellement, malgré le souffle d'internationalisme et le caractère réellement prolétarien de la manifestation, chacun se sentait à court de mots d'ordre. Les chants révolutionnaires depuis longtemps désappris et soigneusement laissés dans l'oubli par les directions des organisations ouvrières ne fusaient que trop rarement au gré des vieux militants ouvriers qui se souvenaient des 1^{er} mai d'avant guerre. Et quand un groupe venait d'achever l'« Internationale » et voulait exprimer sa haine du fascisme et sa volonté de lutte, il ne trouvait d'autre mot d'ordre que « Pétain au poteau ». Car les organisations ouvrières n'avaient donné aucun mot d'ordre précis, se contentant comme toujours de déclarations toutes platoniques, mais se gardant bien d'indiquer des moyens de lutte concrets, seuls capables de vaincre le fascisme menaçant :

L'ÉPURATION PAR LES TRIBUNAUX POPULAIRES MILICES OUVRIÈRES

Pétain a tenu la vedette : les syndicats des Pompes funèbres le réclamaient : « Pétain à nous ! », ceux du Métro, les métallos aussi. Les ouvriers parisiens ne sont pas près d'oublier les crimes de Pétain et sont soulevés par la colère quand ils voient les prévenances qu'on a pour la vieille baderne.

Pour mettre les fascistes hors d'état de nuire, il est nécessaire d'être des tribunaux populaires, de désarmer la police et les fascistes et de reconstituer des milices ouvrières.

LE PAIN...

Le 1^{er} mai aurait dû être une immense protestation contre la scandaleuse augmentation du prix du pain. La C.G.T. devait donner à toutes les sections syndicales le mot d'ordre à écrire sur les pancartes, comme par exemple :

LE PAIN A 4 FR. 90 !

Elle s'en est bien gardée ; aussi les inscriptions variaient : « Le pain à 3 fr. 70 » ou « Le pain à 5 fr. ». Beaucoup de camarades, dans le doute, avaient préféré s'abstenir. Encore une fois, l'incertitude et la lâcheté de nos dirigeants ont bien servi le trust de la meunerie. Le pain est toujours à 7 fr. 40 !

LES SALAIRES...

La mesure, la seule, qui peut sauver le prolétariat de la misère et de la déchéance physique, c'est l'échelle mobile des salaires sur la base d'un réajustement immédiat de 10 fr. de l'heure. La C.G.T. s'est cependant refusée à adopter ce mot d'ordre. De nombreuses pancartes portaient : « Nos salaires » ou « Pour un vrai réajustement » ou « Pour des salaires normaux ». Autant de formules vagues qui n'inquiètent ni M. Parodi ni les patrons. L'échelle mobile était cependant réclamée en grosses lettres sur quelques banderoles.

LES NATIONALISATIONS...

étaient exigées avec insistance. Nous avons vu voir plusieurs pancartes qui précisait qu'elles devaient se faire sans indemnité ni rachat. D'autres portaient : « Confiscation des bénéfices de guerre ». Voilà la seule façon d'appliquer le programme du C.N.R. !

DESARROL...

Ainsi, les organisations ouvrières n'avaient donné aucun mot d'ordre précis, se gardant bien d'indiquer les moyens de lutte concrets pour barrer la route au fascisme et à l'arbitraire gouvernemental, avaient semé le désarroi. Mais la population travailleuse de Paris et de sa proche banlieue a su montrer sa volonté de lutte.

Que ce soient les métallos, venus nombreux derrière leurs sections syndicales d'entreprise ; que ce soient les instituteurs qui, très applaudis, réclamaient UNE SEULE ECOLE, L'ECOLE LAÏQUE ; les facteurs, qui ne voulaient pas leur nombre ; les cheminots de la rive gauche qui ne voulaient chanter que l'« Internationale » ; que ce soient les employés, pleins d'allant, qui pas aient outre aux directives des conciliateurs en scandant : « Plevin, démission » ; que ce soient enfin les ménagères qui réclamaient : « Pétain au poteau — Laval aussitôt — Ramadier au panier », tous les travailleurs reflétaient cette volonté de lutte.

Pour vaincre, ils devront se donner une direction dévouée et hardie, vraiment démocratique, choisie parmi les « gauchistes » qui ont eu raison pour le 1^{er} mai parce qu'ils avaient comme seule préoccupation les intérêts de classe des travailleurs et des masses populaires de ce pays.

ROLLIN.

Le 23 avril, nous avons adressé à la Commission Administrative de la C.G.T. les propositions d'unité d'action suivantes :

Camarades,

Depuis des mois, le Parti Communiste Internationaliste dénonce :

- le sabotage et l'incapacité des trusts dans la remise en marche de la production ;
- le scandale du ravitaillement et la complicité des pouvoirs publics avec les intermédiaires affameurs et les gros trafiquants du marché noir ;
- l'insuffisance des réajustements de salaires ;
- l'augmentation constante du coût de la vie ;
- la parodie d'épuration ;
- les mesures bonapartistes d'un gouvernement personnel qui nomme l'Assemblée consultative et n'accepte d'elle que des approbations ;
- les atteintes constantes à la liberté de presse, la première en date étant l'interdiction de paraître qui frappa notre organe central « La Vérité », le premier journal en France qui résista à Hitler (75 numéros clandestins d'août 1940 à août 1944).

Depuis des mois, notre parti indique aux travailleurs des villes et des campagnes qu'ils ne peuvent compter que sur leur propre force et sur l'action

énergique de leurs organisations de classe pour obtenir de meilleures conditions de vie et pour assurer la défense des libertés démocratiques.

C'est pourquoi il se refusait de faire sienne la position adoptée par le C.C.N. (Le 1^{er} mai, journée de travail de choc) et appelait (« Vérité » du 13 avril) tous les syndiqués à intervenir dans leurs sections en faveur d'une révision de cette décision. Nous saluons aujourd'hui votre volonté de faire du 1^{er} mai une journée chômée. Le 1^{er} mai 1945 doit être un grand succès de la classe ouvrière, une mobilisation de toutes ses forces.

Nous pensons qu'une des conditions essentielles du succès est de donner des objectifs clairs, précis et susceptibles de rallier autour de la classe ouvrière l'ensemble des masses populaires de ce pays.

Le 1^{er} mai ne doit pas être l'occasion d'une manifestation platonique et sans lendemain, mais le premier acte d'une lutte conséquente pour préserver les conditions d'existence des travailleurs. Le chômage (qui persiste malgré d'immenses tâches de reconstruction à accomplir), le blocage des salaires et l'ascension organisée des prix menacent dans leur vie les familles ouvrières.

Le 1^{er} mai doit être un coup d'arrêt à l'offensive de la bourgeoisie et de sa fraction la plus combative, les trusts, offensive destinée à faire payer aux masses populaires les frais de la guerre, tout en préservant les bénéfices :

1. — Le déficit du budget doit être payé par les riches : LE PAIN A 4,90 ;

Abolition des taxes Plevin, tel doit être, selon nous, le premier mot d'ordre de combat du 1^{er} mai.

2. — La bourgeoisie incapable de sortir de son chaos, incapable de relever les ruines, incapable d'enrayer la hausse des prix, veut maintenir et même augmenter ses marges bénéficiaires aux dépens du pouvoir d'achat des travailleurs. C'est le sens du blocage des salaires décrété par M. Parodi. A ce programme de misère accrue, la C.G.T. doit opposer le mot d'ordre d'ECHELLE MOBILE DES SALAIRES ET TRAITEMENTS sur la base d'un réajustement préalable sérieux, les augmentations devant être calculées selon un indice des prix établi par la C.G.T.

Lutte contre la renaissance du fascisme, pour les libertés démocratiques, pour le pain à 4 fr. 90 et pour l'échelle mobile des salaires, tel doit être le sens de ce 1^{er} mai.

Vous avez justement dénoncé le sabotage de la remise en marche de la production par les hommes des trusts ? Nous vous proposons le Front unique sur le mot d'ordre : PLAN DE PRODUCTION élaboré par la C.G.T., appliqué sous CONTROLE DES COMITES OUVRIERS.

Vous avez justement dénoncé l'activité des groupes fascistes. Nous vous proposons d'appeler avec nous à la constitution des MILICES OUVRIÈRES.

Vous avez justement dénoncé l'insuffisance du ravitaillement accordé aux travailleurs et la complicité de hauts fonctionnaires avec les hommes du marché noir. Nous sommes convaincus que vous luttez avec nous pour le contrôle populaire du ravitaillement par les organisations syndicales, les syndicats des transports, les groupements d'achat des petits commerçants et les comités de ménagères.

Vous avez justement appelé les partis ouvriers à vous aider dans votre tâche. Le P.C.I. vous apporte son adhésion et sa participation active. Il attire votre attention sur la nécessité de fixer avec clarté les objectifs et d'en assurer la réalisation. Il fera tout ce qui sera en son pouvoir pour que cette journée soit un triomphe de la classe ouvrière sur les forces du fascisme et de la réaction. Saluts communistes internationalistes. Le Bureau politique du Parti Communiste Internationaliste.

Un communiqué de M. Tillon, ministre de l'Air, publié en date du 26 avril, fait état de prétendues relations entre les trotskystes d'une part et d'autre part : l'affaire Castandet, la V^e colonne, l'hitlérisme et la société à laquelle appartient Georges Claude.

Le Parti Communiste Internationaliste, section reconnue de la IV^e Internationale en France, peut seul se réclamer légitimement du trotskysme. Il dément catégoriquement ces allégations inventées de toutes pièces et une nouvelle fois somme M. Tillon et son parti d'en apporter la preuve.

En ce qui concerne les relations invoquées, le Bureau Politique du P.C.I. précise :

1) ne pas connaître et ne jamais avoir eu de rapport ni de près ni de loin avec les inculpés de l'affaire Castandet ;

2) n'avoir aucune connaissance de rapports quelconques de membres du Parti ni avec G. Claude, ni avec aucune des sociétés auxquelles il appartient ;

3) notre Parti proclame hautement son but : le socialisme, et ses méthodes : le renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir par le prolétariat. Il répudie toute aventure, toute « provocation » contre un ministre, surtout lorsqu'à la tête de ce ministre se trouve un dirigeant du P.C.F. ;

4) nous attendons toujours l'ombre d'une justification des appellations d'hitlérisme ou de V^e colonne que M. Tillon et son Parti nous décernent, de même que toutes les autres accusations lancées contre nous. Si M. Tillon et son parti croient en leur allégations antitrotskystes, ils devraient avoir « cœur d'en faire la démonstration d'une manière irréfutable devant toute l'opinion publique.

Or, le Bureau Politique du P. C. I. rappelle qu'il a mis en demeure publiquement dans son journal la Vérité depuis plusieurs mois les dirigeants du P.C.F. à venir apporter les preuves de leurs accusations devant une Commission de représentants de toutes les organisations ouvrières et de la Résistance. Nous devons constater que les dirigeants du P.C.F. se dérobent et pour cause devant cette explication :

Le but évident de toutes ces calomnies est de discréditer notre Parti afin de mettre en échec la résonance grandissante rencontrée par notre propagande dans les masses populaires, d'empêcher le rapprochement de la grande masse des militants communistes et des ouvriers de notre Parti et de briser la volonté de lutte des masses travailleuses.

Le Bureau Politique du Parti Communiste Internationaliste.

Dimanche 27 Mai

TOUS au mur des Fédérés

Pour commémorer le premier pouvoir ouvrier et les héroïques communards dont 20.000 furent massacrés par la bourgeoisie « versaillaise » des Thiers et des Gallifet, le prolétariat parisien se rendra en masse dimanche 27 mai au Mur des Fédérés.

Avec leur drapeau de classe : le drapeau rouge des communards.

Avec leurs chants de classe : l'Internationale, la Carmagnole.

DU TRAVAIL ET DU PAIN !

Le Budget de la Grande Pénitence

Le gouvernement De Gaulle obéit « aux pressions indiscrètes, mais efficaces des banques ».

L'ancien ministre de l'Economie nationale Mendès-France dans son discours de démission a avoué que « la Banque de France exerçait des pressions indiscrètes mais efficaces sur le Gouvernement ».

Cet aveu d'un Mendès-France, au même titre agent des Banques que son collègue Plevin, constitue le nœud de la compréhension de toute la politique et financière du Gouvernement.

Pour financer le plus formidable budget de guerre que la France ait connu, M. Plevin a recouru à deux méthodes : la première est l'accroissement des charges qui pèsent sur les larges masses ouvrières et paysannes ; la deuxième est l'emprunt aux grosses banques qui, non contentes de s'être octroyées des bénéfices fantastiques en travaillant pour l'armement de l'impérialisme allemand, profite des dépenses publiques pour placer leurs profits avec intérêt. Cette accentuation de la dépendance de l'Etat et du gouvernement à l'égard des banques se mesure à deux statistiques que rapportent le ministre lui-même dans son discours :

L'endettement de l'Etat à l'égard des banques s'élevait en 1939 à 8 % du total de la dette, il se monte en 1945 à 28 %. La circulation fiduciaire est passée entre 1939 et 1945 à 584 milliards, c'est-à-dire que l'endettement de l'Etat à l'égard de la Banque de France s'est accru considérablement.

La guerre, l'occupation, la libération n'ont en rien modifié le fondement politique de tous les états impérialistes, c'est-à-dire la main-mise des trusts sur tous les rouages administratifs et gouvernementaux. La Banque de France est toujours en 1945 entre les mains d'une oligarchie financière possédant le Comité des Forges, le Comité des Houillères, comme elle l'était sous le Front populaire. Elle commande au gouvernement de Gaulle-Plevin auquel participent communistes et socialistes, comme elle commandait au temps du gouvernement Blum.

FAIRE PAYER LES PAUVRES

Sur un budget de 400 milliards sont affectés aux dépenses pour constituer la « grande et forte armée nationale » que réclame l'Humanité ; mais l'Humanité ose pas relever les passages du dis-

cours de Plevin où, cyniquement, celui-ci déclare son intention de « faire payer les pauvres ». Se félicitant des résultats obtenus par les recettes prévues au titre des impôts sur le revenu, Plevin rend hommage à son prédécesseur Paul Reynaud. Les mesures efficaces prises par Reynaud ont permis le relèvement des impôts sur les revenus dont les recettes produisaient en 1938 30,5 % des recettes budgétaires et qui en produisent en 1945 52 %. En effet, il est incontestable que les résultats sont brillants, mais les travailleurs n'ont pas oublié les fameux décrets de misère Reynaud promulgués le 2 novembre 1938 qui ont institué la retenue de l'impôt cédulaire et la taxe d'armement. Les ouvriers demandent depuis la libération dans tous leurs cahiers de revendications, l'abrogation de ces décrets-lois de misère, mais, à l'Assemblée consultative, ni les députés de la C.G.T., ni ceux du P.S. ou du P.C.F. n'ont élevé la voix pour demander leur suppression. M. Plevin, en contre-partie, ne veut causer aucun dommage, si léger soit-il, aux capitalistes dont il est le serviteur zélé. Le montant probable de l'impôt sur la fortune est évalué par lui à 10 % alors qu'en 1939 cet impôt s'est élevé à 11,5 % de l'ensemble des recettes budgétaires. On ne saurait mieux dire. Mais sa sollicitude ne s'arrête pas aux propriétaires fonciers qui sont les principaux « payeurs » de l'impôt sur la fortune, elle est infinie pour l'ensemble des couches du grand capital :

« Pour ne pas paralyser les entreprises, sans toucher au tarif de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, j'ai dû prévoir une diminution de près de 4 milliards sur les rendements de cette cédule ».

LES GRANDES REFORMES DE STRUCTURES DE M. PLEVIN

M. Plevin est un agent officiel des trusts, il ne se gargarise pas de mots sur les réformes de structure et laisse ces thèmes à propagande facile dans la bouche des députés socialistes et communistes. Son budget est centré sur une série de mesures destinées à renflouer les capitalistes en faillite. Le budget des dépenses continuera à payer le déficit des chemins de fer, celui du Métro, de la T.C.R.P. ou des Houillères. Mais la convention qui lie l'Etat à ces sociétés n'est pas supprimée, et les larges masses laborieuses continuent à payer les actionnaires qui, malgré des déficits, perçoivent l'intégralité de leurs dividendes. Si le gouvernement continue à verser toujours de substantielles subventions à tous les capitalistes, Plevin s'insurge contre les subventions allouées pour maintenir le prix du pain et du charbon. « Il faut que chacun paye le prix de son pain » et en conséquence les ménagères voient le kilo de pain passer de 4,90 à 7,40. Le charbon augmentant, le mètre de gaz, le kw d'électricité vont également suivre. « Il faut que la justice règne dans ce pays » déclare le ministre des Finances, et en conséquence, les industriels seront autorisés à incorporer dans leurs prix de vente l'augmentation des salaires de septembre, à prix actuel des matières premières, c'est-à-dire la hausse de la tonne de charbon en particulier, et les charges résultant de la « remise en ordre des salaires » entrepris par M. Parodi.

Les capitalistes n'ont pas attendu M. Plevin pour élever leurs prix de vente. Ainsi les tarifs officiels des cours des Halles de Paris nous montrent que : au 16 octobre 1944, le kilo de choux verts et rouges était taxé à 3,90, les oignons frais à 9,50 le kilo. Au 3 avril 1945, les choux étaient officiellement taxés à 6 fr. le kilo et les oignons à 16, 50. Les autorisations de l'augmentation du prix de vente vont encore se répercuter dans une nouvelle et massive hausse du coût de la vie.

LES CONSEQUENCES POUR LES MASSES DU BUDGET PLEVIN

Le ministre des trusts a l'avantage d'être clair dans son discours, applaudi par l'unanimité de l'Assemblée consultative, délégués communistes, socialistes et cégétistes compris, il prévient les masses et les petites gens des villes et des campagnes de ce qui les attend.

« D'abord, décare-t-il, pousser la production au maximum, de mener à tous ceux qui n'ont pas l'honneur de se battre, les armes à la main, de travailler de longues heures à l'usine, à la mine, au bureau et aux champs en utilisant à plein la main-d'œuvre féminine de manière à mener de front les énormes productions de guerre et le minimum de production nécessaire à la consommation courante. Ensuite reprendre par l'impôt la plus forte partie possible des revenus en excédent.

Voilà en termes concrets la signification du « Tout pour la guerre, tout pour le front ». Et c'est ce budget qu'on applique aujourd'hui que la guerre est finie.

Loyalement, il faut le reconnaître, Plevin agent des trusts déclare aux masses : « Tout pour la guerre, tout pour le front » signifie travailler, suer sang et eau pour le plus grand profit des patrons, se serrer la ceinture, car en produisant des canons, on ne peut produire ni des chaussures, ni des vêtements ou des produits alimentaires, payer en masse des impôts cédulaires,

la taxe d'armement et les taxes sur le tabac, les timbres ou le transport, pour que le gouvernement puisse continuer à payer leurs dividendes aux trusts.

ET QUE FONT LES CHEFS OUVRIERS ?

Jules Moch délégué socialiste et Jacques Duclos, délégué communiste, ont pris la parole dans les débats. Ils ont demandé une série de nationalisations toutes très justifiées. Mais que valent leurs critiques d'ailleurs très atténuées, puisque Moch a déclaré : « Il est bien entendu que nous ne ferons rien qui puisse gêner la politique financière du gouvernement », puisque Duclos, avec tous les délégués communistes ont voté le budget Plevin à l'unanimité.

IL FAUT ROMPRE LA COALITION AVEC LA BOURGEOISIE

Ainsi les chefs du P.S., du P.C.F. et de la C.G.T. soutiennent et collaborent à la politique de misère du gouvernement. Dans cette voie il n'y a aucune chance d'alléger le sort des masses. L'étude un peu approfondie du budget montre la dépendance complète du gouvernement à l'égard des trusts et des banques. Si l'on veut éviter aux masses populaires de nouveaux sacrifices, si l'on veut empêcher les trusts de diriger la politique du pays, si l'on veut faire payer les riches, il faut que le P.S., le P.C.F. cessent de partager la responsabilité des mesures Plevin et qu'ils entreprennent une action résolue pour briser les trusts. Ceci veut dire : une unité d'action réelle avec notre parti pour les nationalisations : les mesures qu'il faut prendre pour « faire payer les riches ».

Nationalisation du crédit et création d'une seule banque d'état concentrant la distribution du crédit sous sa direction. Suppression des intérêts versés aux gros capitalistes au titre de la dette d'Etat, les petits porteurs et petits rentiers continueront à toucher leurs intérêts sous forme d'une rente d'Etat. Nationalisation sans indemnité des trusts.

Prendre l'argent où il est, et pour le faire nous proposons au P.C.F., à la C.G.T. et au P.S. le Front unique pour réaliser ces mesures qui sont celles de la classe ouvrière, les paysans et l'ensemble des masses populaires réclament.